

Au 5^e Rayon, le 15 Janvier, un débat avait lieu sur la « Lettre ouverte » et la Politique du Parti, où Costes défendait le point de vue du Centre. Malgré ses interventions et les avertissements qu'il prodigua aux oppositionnels, la majorité condamna la politique de la Direction. Devant ce résultat, Costes déclara considérer le vote comme une rupture qui classait définitivement le cinquième Rayon dans les rangs de l'Opposition.

A l'Assemblée d'Information.

Une Assemblée d'Information sur l'Opposition a eu lieu le 13 janvier. Elle était réservée aux cadres comme la précédente. C'est évidemment moins dangereux que si tous les membres du Parti pouvaient y venir.

Voici le compte rendu que nous adresse, à ce sujet, l'« envoyé spécial » de *Contre le Courant* :

« Malgré un filtrage soigneux, je parviens à pénétrer dans la salle, bien que je ne possède aucun mandat.

Bouthonnier amuse le tapis. Exposé filandreux de la situation économique, dans le seul but de démontrer que l'analyse de Treint est fautive. Il essaie ensuite de prouver que la politique de l'Internationale n'est pas opportuniste. La preuve, selon Bouthonnier, c'est que les pays bourgeois rompent avec l'U. R. S. S. car, pour lui, si les Soviétiques pratiquaient une politique thermidorienne, la bourgeoisie tomberait d'accord avec eux. Raisonnement singulièrement « marxiste », d'où il faudrait conclure que les pays bourgeois s'entendent toujours forcément entre eux.

Bouthonnier annonce l'exclusion des membres oppositionnels du Comité Central, et déclare qu'on demandera leur exclusion du Parti à la Conférence nationale, ce qui provoque les applaudissements enthousiastes des fonctionnaires présents.

Costes demande alors si l'Assemblée veut entendre l'Opposition. L'auditoire accepte : il vaut mieux limiter le mal : devant les fonctionnaires, il n'y a pas grand risque.

La parole est donnée à Suzanne Girault. Elle parle du travail fractionnel et de la discipline. On apprend en passant que le Comité Central, au nom du Parti tout entier, a envoyé au Quinzième Congrès un télégramme approuvant les exclusions. Tout en faisant certaines critiques justes, S. Girault reproduit à sa façon l'histoire du fractionnisme dans le Parti. Sous les interruptions qui fusent constamment, et où domine la voix de Michel Marty, S. Girault continue, reconnaissant ses fautes, mais alléguant qu'elle n'est pas seule à en porter la responsabilité, et que ses co-responsables se trouvent dans la Direction actuelle. Cette constatation suscite des altercations entre S. Girault et Bouthonnier, puis Sémard (celui qui se vante de n'avoir jamais lu Marx — Voir sténographie du Congrès de Clichy) intervient avec sa grossièreté habituelle. S. Girault rappelle que les assemblées d'information, selon

la promesse de Costes, devaient être publiques, mais qu'il n'en est rien car on a peur d'un débat devant la base.

Enfin, avec Marguerite Faussecave, elles soulignent de quelle façon l'avant-dernier Comité Central a été truqué, malgré toutes les dénégations qui ont pu être opposées à ce sujet.

Pour terminer, Bouthonnier monte à la tribune pour lire la décision de la C. C. C. concernant Béors. Celui-ci, ainsi accusé, n'a pas la possibilité de répondre. Ses protestations sont couvertes par la voix des fonctionnaires qui, au cours de cette séance, donnèrent à plusieurs reprises le signal du tumulte.

La « Lettre Ouverte » et son application.

La Lettre Ouverte feint de partir en guerre contre l'Opportunisme, vigoureusement secondée par le Bulletin Régional.

Le 1^{er} décembre, Vaillant-Couturier écrivait son « Appel », duquel il ressortait que si le Cartel avait voulu être gentil, nous n'aurions pas été méchants. Mais il y a mieux : les « cartelaginaires » du dégoûté Vaillant-Couturier ne sont pas tous à mettre dans le même sac, et nous saurons, à point nommé, faire de subtils distinguos :

« Et les voilà scandalisés de notre audace à vouloir engager la bataille, cette fois-ci, classe contre classe, en conservant toute liberté de châtiement pour tel ou tel fripouillard de Cartel ou d'Union nationale... »

Tiens ! Ils ne sont donc pas tous les mêmes ?

Parmi nos Lettres.

Nous répondons par la voie du journal, à la lettre suivante qui nous a été adressée par un camarade membre du Parti et dont la lettre n'est signée que d'initiales :

Camarades,

« Je lis votre organe depuis sa parution. Votre dernier numéro (le 4) m'a beaucoup intéressé. Votre critique sur l'opportunisme électoral me semble très justifiée ; néanmoins, je ne comprends pas bien comment vous pouvez combattre la possibilité d'un gouvernement de gauche en France, qui marquera à mon avis un avantage et de meilleures possibilités pour la classe ouvrière.

L'article de Juin est très instructif. C'est la première fois qu'il m'est donné de pouvoir prendre connaissance avec une analyse objective de la Révolution Russe en liaison avec la théorie marxiste ; cela change de tous les rapports dithyrambiques et inextricables de nos dirigeants.

Pourtant, je suis assez perplexe. Que comptez-vous faire ? Quelle est votre opinion sur la situation actuelle du mouvement ouvrier ? Je sens qu'il y a place actuellement pour une critique magistrale qui dépasse largement la question russe, qui n'est, ne l'oublions pas, qu'un côté de la question.

Votre organe ne parlera-t-il que de l'U.R.S.S. ? Ne pourrions-nous lire que les divergences des

leaders russes ? Dans ce cas je ne suis pas d'accord avec vous. Il y a actuellement des choses qui intéressent davantage le prolétariat conscient. Que pensez-vous de la rationalisation, de l'unité syndicale, de la guerre... etc., etc...

Je suis encore membre du Parti, et ne puis signer. Je suis en contact avec des camarades qui ne reprendront pas leur carte de 1928, mais qui ne veulent pas perdre contact avec le mouvement ouvrier organisé. Que ferons-nous, disent-ils ?

Nous attendons — sans nous leurrer nous vous le disons sincèrement — de bonnes suggestions de votre part.

C'est dans la mesure où vous saurez exprimer les véritables intérêts du prolétariat que vous pourrez avoir la confiance de son élite.

L. B.

La lettre de notre camarade demande certaines précisions : nous allons les lui donner.

Il n'a jamais été dans notre pensée de « combattre la possibilité d'un gouvernement de gauche en France ». Nous pensons en effet, comme nous l'avons dit dans notre article sur l'Opportunisme Electoral, que les « gauches » font encore illusion à certaines couches du prolétariat, à certaines catégories de travailleurs, et que le Parti peut, au deuxième tour de scrutin, favoriser leur accession au pouvoir *mais sans compromission avec eux.*

Peut-on penser qu'un gouvernement de gauche « marquera un avantage et de meilleures possibilités pour la classe ouvrière » ? Un tel gouvernement, tout comme un autre, accordera à la classe ouvrière ce que celle-ci lui enlèvera de haute lutte et rien de plus. Mais sa résistance sera gênée, dans une certaine mesure, par la démagogie électorale qu'auront pratiquée les partis qui le soutiennent. Et si la pression ouvrière est trop forte, il ne manquera pas de passer la main, au moment opportun, à un ministère d'union nationale.

Sur un autre point nous sommes d'accord avec notre camarade : beaucoup de questions n'ont pas reçu dans notre organe un développement suffisant. Mais nous entendons bien n'en esquiver aucune. Jusqu'ici nous avons été au plus pressé en donnant une importance capitale à la crise russe. Cette crise marque le tournant historique de la III^e Internationale vers le réformisme : il fallait en souligner la gravité devant les communistes. Nous ne négligerons pas pour cela à l'avenir la rationalisation, l'unité syndicale, la guerre... et bien d'autres sujets ! on s'en rendra vite compte. Mais notre camarade a raison de nous attendre à l'œuvre, nous ne demandons à personne d'acte de foi : qu'on nous juge aux actes, en tenant compte seulement des grandes difficultés de notre tâche et de l'imperfection de nos moyens.